



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 16 janvier 2023

### **Les distributeurs boycottent le Comité de suivi des relations commerciales : c'est inacceptable !**

*La FNSEA et Jeunes Agriculteurs ont assisté, abasourdis, ce matin à une réunion du comité de suivi des relations commerciales expéditive, en raison du boycott de la grande distribution. Cette attitude de la chaise vide est tout simplement inacceptable et nous le déplorons avec gravité.*

Depuis plusieurs semaines les distributeurs ont tenu des propos incohérents sur la proposition de loi du député Frédéric Descrozaille, qui sera présentée cet après-midi : des arguments erronés ont été développés en particulier ce weekend et une pression énorme a été mise sur les députés en les accusant d'une inflation dont ils ne sont pas plus responsables que les agriculteurs ou les entreprises.

Et maintenant les distributeurs snobent la réunion du Comité de suivi en présence de trois ministres et du médiateur des relations commerciales agricoles, alors qu'au regard du contexte, l'heure est plutôt au dialogue et à la recherche de solutions pour partager l'effort entre acteurs de la chaîne alimentaire.

Que craignent-ils ? La fin de leur position dominante pour imposer encore et toujours une baisse de prix destructrice pour l'économie française et les emplois dans le premier secteur employeur de main-d'œuvre en France ?

A l'heure où nos arboriculteurs arrachent leurs vergers car ils travaillent à perte avec un prix des pommes payé par les distributeurs en deçà des coûts de production.

A l'heure où les éleveurs sont obligés de se séparer d'une partie de leur cheptel faute de rentabilité.

A l'heure où d'autres producteurs (endives, tomates, pommes de terre, pommes, poires...) sont obligés d'arrêter leur production en raison de l'explosion du coût de l'énergie.

A l'heure où des industries agroalimentaires ferment leurs usines (William Saurin, Raynal et Roquelaure...) et mettent leurs milliers de salariés en chômage technique pour ne pas fabriquer à perte.

Alors que l'inflation alimentaire en 2022 en France (+12,1%) est parmi les plus basses d'Europe (+16 %) et osons la comparaison, de +15,3% en Espagne et de +21,1% en Allemagne...

Les grands distributeurs refusent de regarder ces réalités et désertent le dialogue : quel cynisme !

La crise covid, la crise influenza aviaire, les répercussions de la guerre en Ukraine ont entraîné un bouleversement inédit avec une explosion des coûts de production à tous les étages de la chaîne alimentaire. Nous sommes en économie de guerre, cela nécessite davantage d'efforts collectifs que d'égoïsme et de menaces. Electrochoc et changement de culture pour les distributeurs dont le leitmotiv a toujours été la course au prix le plus bas dans une concurrence effrénée pour accroître leurs parts de marché !

Nous dénonçons l'attitude des distributeurs qui refusent d'admettre que toutes les charges ont augmenté : celles des producteurs agricoles de +35 % sur deux ans (IPAMPA, Insee) et dans les mêmes proportions pour les industries agroalimentaires.

Nous dénonçons également qu'ils soient de plus en plus nombreux à contourner les lois EGalim en délocalisant leurs centrales d'achats à l'étranger.

L'avenir des productions agricoles et leur transformation industrielle en France sont le socle de la souveraineté alimentaire dont le Président de la République a fait une ambition nationale, et le socle de la relocalisation industrielle « verte » promue par Bruno le Maire lors de ses vœux aux acteurs économiques !

#### **Contacts presse :**

**FNSEA** : Sabri Derradji – 06 21 16 80 84 – [sabri.derradji@reseaufnsea.fr](mailto:sabri.derradji@reseaufnsea.fr)

**JA** : Thomas Debrix : 06 68 66 15 83 – [tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr](mailto:tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr)